



Le 2 octobre : amplifier la mobilisation « pour la justice sociale et fiscale »

Le SNJ-CGT appelle les journalistes à participer à la journée de grèves et de manifestations de ce jeudi 2 octobre « pour la justice sociale et fiscale », à l'appel de l'intersyndicale interprofessionnelle (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, FSU, Solidaires).

L'intersyndicale revendique :

- l'abandon de l'ensemble du projet de budget (doublement des franchises médicales, désindexation des pensions et prestations sociales, suppression de 3 000 postes de fonctionnaires...)
- l'abandon du recul de l'âge légal de la retraite à 64 ans
- l'abandon d'un énième durcissement de l'indemnisation du chômage
- des mesures de justice fiscale
- la conditionnalité sociale et environnementale des aides aux entreprises
- des moyens pour les services publics, des investissements dans une transition écologique juste et une réindustrialisation du pays.

Avant même d'avoir nommé son gouvernement, Sébastien Lecornu est, de son propre aveu, « le plus faible des premiers ministres ». Il a déjà dû renoncer à imposer la perte de deux jours fériés. Plus que jamais, nous devons pousser le rapport de force.

Concernant les journalistes, les raisons qui nous avaient poussés à nous mobiliser les 10 et 18 septembre restent malheureusement d'actualité ([lire notre communiqué](#) du 3 septembre).

Les actes génocidaires contre la population de Gaza se poursuivent et les journalistes qui en rendent compte restent des cibles de l'armée israélienne, qui ne veut pas de témoins gênants. Nous exigeons un cessez-le-feu immédiat, l'accès à Gaza de la presse internationale, ainsi qu'une procédure d'accueil en France des journalistes de Gaza qui le souhaiteraient.

Même si le calendrier parlementaire est aujourd'hui très incertain, l'audiovisuel public reste sous la menace de la loi de création d'une holding, défendue par Rachida Dati. Nous ne devons pas baisser la garde et le SNJ-CGT poursuit ses efforts pour expliquer les dangers que porterait une telle loi,

notamment en terme d'indépendance, de qualité et de pluralisme de l'information ([lire ici](#) le dossier dans notre revue *Témoins*).

Dans l'audiovisuel privé et la presse, les discours haineux de l'extrême droite continuent de gagner du terrain, notamment dans les médias du groupe Bolloré (*JDD*, Europe 1, CNews...).

Au sein de Prisma Media, c'est même une véritable mise au pas de l'information et des journalistes qui est actuellement organisée par Bolloré, avec la nomination de cadres venus de Canal+ et de CNews à la tête des rédactions du groupe de presse magazine.

Le SNJ-CGT salue par ailleurs la mobilisation des salarié-es, des organisations syndicales et de la SDJ du *Parisien-Aujourd'hui en France*, vent debout contre une possible vente par Bernard Arnault du quotidien à Vincent Bolloré, mais également contre la précarité et les économies en cours dans la rédaction ([lire ici](#) et [ici](#)). Comme eux, nous estimons que cette vente « reviendrait à livrer à une idéologie militante d'extrême-droite un des grands quotidiens du pays, à appauvrir la pluralité de l'information en France ». Une telle vente ne peut et ne doit pas se faire.

Le SNJ-CGT insiste sur la nécessaire lutte contre la précarité dans les rédactions, pour des embauches en CDI, pour l'augmentation des salaires et pour l'égalité salariale entre femmes et hommes.

Et, une fois de plus, nous invitons nos consœurs et confrères à documenter avec rigueur - par l'enquête, le reportage et l'analyse - les raisons de la colère sociale grandissante dans notre pays.

Montreuil, le 1er octobre 2025.